

Les enseignants de l'Intersyndicale des écoles, collèges et lycées du douaisis

« **Citoyens douaisiens, quand L'Etat baisse les impôts des plus riches, ce sont les enfants des familles les moins favorisées qui trinquent** »

NOUS SOMMES TOUS DES TITULAIRES PRECAIRES

A la rentrée prochaine, l'Académie de Lille procédera au plus grand plan de suppressions de postes de son histoire : 630 postes d'enseignants et 58 postes administratifs sont supprimés.

Dans les collèges du Douaisis, le rectorat prévoit de supprimer l'équivalent d'un demi-collège (-25 postes d'enseignants) avec des collèges particulièrement touchés comme Pecquencourt (4 suppressions), Lambres (3 suppressions), et Canivez-Douai (3 suppressions). Les lycées sont aussi sévèrement touchés comme E. Labbé à Douai (8 suppressions) et Arthur Rimbaud à Sin le Noble (4 suppressions)

Quant aux personnels non titulaires, ils sont encore plus fragilisés: les aides éducateurs et les surveillants sont remplacés par des assistants d'éducation, moins nombreux et plus précaires. Les CES et CEC, encore plus précaires, disparaissent progressivement, sans autre perspective que le chômage, rendant impossible le fonctionnement de bon nombre d'établissements.

ECOLE A 2 VITESSES - ELEVES SACRIFIES

Si nous sommes attachés au maintien et à la création d'emplois dans les services publics d'une région qui souffre toujours des profondes meurtrissures du chômage et de la crise sociale, nous voyons avec inquiétude et sentiment d'injustice, les conséquences néfastes pour vos enfants de la suppression des postes :

- **classes surchargées,**
- **remplacement des absences non assurées,**
- **réduction des possibilités d'options et de langues, et son corollaire, la mise en concurrence des établissements,**
- **suppression des heures d'aide individualisée qui bénéficiaient aux élèves les plus en difficulté,**
- **aggravation des inégalités entre les lycées du Douaisis,**
- **réduction des possibilités d'obtenir une qualification par la suppression de classes de terminales et de BTS,**
- **obligation pour les élèves de se déplacer plus loin pour bénéficier de certains enseignements ou de certaines formations.**

RECTORAT ET MINISTERE DE L'EDUCATION PLANIFIENT LA CASSE DES ECOLES DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Cette dégradation des conditions d'enseignement et de la prise en charge des élèves est scandaleuse et injuste dans une région où, au contraire de la volonté rectorale et ministérielle, l'éducation nationale et égalitaire devrait être la priorité contre toutes les formes d'exclusion.

A la rentrée, les annonces du rectorat et du ministère laisse entrevoir d'autres **menaces sur la scolarisation des enfants de 2-4 ans, sur la lutte contre les sorties d'élèves sans diplômes, sur l'offre de formation en langues vivantes. Le gouvernement a sérieusement réduit aussi les postes aux concours d'enseignants, privant ainsi des milliers d'étudiants de l'espoir d'un emploi. Le transfert des personnels ouvriers et de service sera effectif dès 2005, au détriment de leurs missions éducatives.**

Aujourd'hui, les personnels de l'Education sont de nouveau dans les rues de Douai pour dénoncer, comme au printemps dernier, la régression politique et les attaques contre le service public d'éducation. Il est clair que pour honorer les cadeaux fiscaux du gouvernement faits aux plus riches, le rectorat et le ministère ignorent sciemment les difficultés sociales et scolaires des familles aux revenus les plus modestes.

Nous exigeons que les difficultés sociales et scolaires de nos élèves soient prises en compte et nous réclamons des dotations horaires à la hauteur des besoins d'une politique d'éducation ambitieuse et égalitaire pour la formation de tous nos jeunes, dans le cadre d'un nouveau budget de l'Education Nationale.